

Ziegler, Jean (1976) *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*.
Paris, Seuil. 188 pages. Coll. Point A16.

Bernard Viau

Volume 22, numéro 55, 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021385ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021385ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Viau, B. (1978). Compte rendu de [Ziegler, Jean (1976) *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*. Paris, Seuil. 188 pages. Coll. Point A16.] *Cahiers de géographie du Québec*, 22 (55), 106–107. <https://doi.org/10.7202/021385ar>

fiscale. L'analyse des réalisations de la CUM montre donc que sa création, contrairement aux tentatives similaires qui l'ont précédée, n'a pas abouti à un échec.

Par contre, la CUM n'a pas amélioré la gestion de l'ensemble de l'agglomération. Et si son existence a représenté pour les municipalités un enjeu régional, elle n'a pas encore vraiment fait naître d'enjeux régionaux substantiels: la discussion d'alternatives pour la solution des problèmes régionaux commence à peine à s'articuler.

Si donc l'enracinement et la performance de la CUM la rendent respectable en tant qu'organisme sous-régional de service, une question reste posée: quels mécanismes faudrait-il mettre en place pour permettre l'émergence d'un leadership qui soit vraiment métropolitain?

Communiqué

ZIEGLER, Jean (1976) **Une Suisse au-dessus de tout soupçon**. Paris, Seuil. 188 pages. Coll. Points A16.

Le livre de Jean Ziegler s'est donné comme but premier de démontrer la fausseté de l'image traditionnelle de la Suisse, pays «neutre». Ce livre de dénonciation anti-impérialiste s'appuie sur une analyse marxiste de la société suisse, de son oligarchie financière et de ses ramifications internationales. Dans *Une Suisse au-dessus de tout soupçon*, Jean Ziegler avoue:

«En montrant la causalité de la mort, en dénonçant le processus qui, par telex, bourses, dictatures locales interposées, condamne à une existence subhumaine des millions d'hommes lointains, j'entends ainsi collaborer à la libération du peuple suisse.» (p. 187).

On distingue trois grandes parties dans l'ouvrage. Dans le premier chapitre, *l'empire suisse*, Jean Ziegler explique d'abord la restructuration récente du système capitaliste provoquée par le surgissement des entreprises transnationales. Par delà les frontières, l'entreprise transnationale, quelle que soit son pays d'origine, dicte la politique des états de la périphérie et par là même «opprime» les peuples du Tiers-Monde. Cette oppression est une conséquence naturelle du système capitaliste étant donné que celui-ci, de par sa logique interne, ne considère l'Homme qu'en tant que valeur marchande et de ce fait le prive de tout sens ou destin personnel. L'oppression demeure pourtant le fait d'un système et non d'un homme car tous les membres des diverses oligarchies sont sans aucune exception, remplaçables. Cette oppression peut, soit prendre la forme d'une grève brisée à l'aide de l'armée (mars 1973, Afrique du Sud, grève des employés d'Alusuisse, société engagée dans la production d'aluminium) ou soit d'un abus de pouvoir pur et simple, (Paraguay 1974, Adela/Capsa contrôle le marché de soya et peut donc imposer un prix de vente «avantageux» et... une disette alimentaire forcée).

L'auteur examine ensuite la fonction traditionnelle de la Suisse, le recel du capital international. Le système capitaliste mondial a besoin d'un endroit sûr, d'abord pour entreposer, puis pour réinvestir le capital accumulé par son fonctionnement dans le monde. Cet endroit doit être stable politiquement et posséder une législation bancaire assurant le secret sur les opérations financières. La Suisse, ou plutôt son système bancaire et son oligarchie financière, se sont très tôt spécialisés dans ce genre d'opération. Souvent la majorité des profits réalisés dans les pays de la périphérie, soit par les entreprises transnationales, soit par les oligarchies locales, sont expédiés dans les pays du centre plus sûrs. En cas de crise politique, ce «capital en fuite» peut représenter des sommes énormes. Tel fut le cas en République Dominicaine, au Chili, dans les pays de la péninsule indochinoise ou, plus récemment, en Italie. Le capital accumulé de façon frauduleuse passe très souvent par les comptes bancaires suisses avant d'être «légalement» réinvesti dans des entreprises plus «propres». Le système capitaliste suisse joue donc, sur le plan international, le rôle de receleur de grande classe.

Pour montrer le fonctionnement répressif du capitalisme mondial, l'auteur examine le cas du Chili pendant le gouvernement de Salvador Allende. Plusieurs mesures de sabotage économique furent utilisées, depuis le refus pur et simple d'honorer les contrats jusqu'aux difficultés d'emprunts en passant par le ralentissement des livraisons ou par la

plus subtile diminution de la garantie internationale aux crédits d'exportations. Évidemment les oligarchies de New York, de Londres, Rotterdam, Genève et Zurich n'ont pas agi de concert, mais point n'était besoin car la logique interne du système capitaliste ne laissait guère d'autre choix que de saborder l'expérience chilienne par tous les moyens.

Dans le deuxième chapitre, la violence des symboles, l'auteur dénonce l'identité d'intérêts admise entre le peuple suisse ou le peuple américain d'une part, et le système bancaire ou les entreprises transnationales d'autre part.

«Il serait difficile de convaincre un paysan vietnamien bombardé il y a peu par l'aviation américaine ou un prisonnier chilien ou bolivien torturé par les experts de la CIA, du caractère pacifique, humanitaire et philanthropique de la politique étrangère américaine. Il croira en revanche sans difficulté à la «neutralité» helvétique.» (p. 95).

Il n'y a pas d'identité d'intérêts entre le peuple suisse et la compagnie transnationale Nestlé ou une banque comme le Crédit Suisse. Pour appuyer cette affirmation, l'auteur utilise le cas de l'Afrique du Sud. Le régime d'apartheid sud-africain incarne une idéologie que rejette la majorité des Suisses et cependant le capital suisse investi en Afrique du Sud est le deuxième en importance.

L'auteur analyse enfin le système parlementaire de la Suisse et son évolution historique. Il dénonce les rapports trop étroits qui existent entre les membres de la Législature et les conseils d'administration des diverses banques et entreprises suisses. En Suisse, l'accession à un siège au Parlement entraîne à plus ou moins longue échéance de nombreuses promotions sociales et nominations au sein des conseils d'administration. Or ces pratiques, courantes, n'ont jamais fait l'objet de débats publics, bien qu'elles aboutissent à des situations parfois scandaleuses.

Le troisième chapitre s'intitule *la pseudo-neutralité*. L'auteur montre d'abord la violence de la politique étrangère suisse. Si aucune armée suisse n'occupe de territoire étranger, son activité économique ne contribue pas moins à soutenir des dictatures ou à renverser des mouvements politiques trop entreprenants. Des exemples nombreux appuient les thèses présentées tant en Afrique du Sud qu'au Chili ou au Pérou avec les infirmières de Nestlé. La neutralité suisse se comprend plus difficilement encore lorsque Jean Ziegler aborde l'analyse de l'industrie de l'armement. La Suisse est une base pour les opérations des «trusts» internationaux d'armes tels que Interarmco, Honeywell ou la plus célèbre Dow Chemical Corporation qui, sans qu'aucune arme ne transite en Suisse, utilisent les villes de Zurich ou de Genève comme lieu de rencontre pour les contrats d'armement et le système bancaire suisse comme dépositaire des sommes transférées. La Suisse elle-même possède une entreprise transnationale spécialisée dans la fabrication d'armes légères, l'empire Bührle. Ses armes équipent les «tontons macoutes» de Bolivie, du Chili, ou de l'Afrique du Sud. Pour les derniers croyants de la neutralité suisse, l'auteur rappelle que Che Guevara fut tué le 8 octobre 1967 à Higuera en Bolivie avec un fusil de fabrication suisse.

Ce livre a très bien réussi à montrer l'horreur du mensonge de la neutralité suisse. Il ajoute un chapitre essentiel à la géographie économique de la République Helvétique moderne.

Bernard VIAU
Campus Notre-Dame-de-Foy
Saint-Augustin, Québec

HOLZ, Jean-Marc (1977) **La Ruhr: du «Kohlenpoot» à la région urbaine**. Paris, Bordas Études. 143 pages, 37 fig. et tableaux.

Perspective historique dans la tradition de la meilleure géographie régionale, cette excellente présentation de la Ruhr n'en utilise pas moins, avec prudence, quelques mesures quantitatives. La description des faits et de leur évolution évoque la genèse de la concentration humaine, - cinq millions d'hommes sur 4 300 km², - de l'accumulation industrielle, 10% du potentiel économique allemand, et la puissance organisée du capitalisme industriel.